

Unité interdépartementale Vaucluse - Arles
Affaire suivie par le pôle risques
Réf. : D-00029-2022

Avignon, le 11/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



STEF Logistique SORGUES

375, Ave des Frères Lumière
ZAC du Fournale
84700 SORGUES

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2022 dans l'établissement STEF Logistique SORGUES implanté 375, Ave des Frères Lumière ZAC du Fournale 84700 SORGUES. L'inspection a été annoncée le 19/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEF Logistique SORGUES
- 375, Ave des Frères Lumière ZAC du Fournale 84700 SORGUES
- Code AIOT dans GUN : 0006400416
- Régime : Autorisation

L'entrepôt frigorifique STEF Logistique à SORGUES, précédemment exploité par la société PICARD Surgelés, stocke exclusivement des produits surgelés de cette marque. L'installation emploie environ 100 personnes, dans un groupe comptant près de 14 000 personnes (16 000 avec le rachat de la société EBREX).

L'installation se situe 375 avenue des Frères Lumière ZI du Fournale 84700 SORGUES ; elle se compose d'un bâtiment de 11 820 m² divisé en 3 cellules sur une parcelle section AW n° 007, dont la surface totale est de 32 000 m² environ.

La société STEF Logistique est titulaire d'un arrêté préfectoral d'autorisation n° 1295 du 31 mai 2001 modifié par l'arrêté du 7 février 2018 pour les rubriques suivantes :

- 4735.1.a (A) Ammoniac,
- 2921.a (E) Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle,
- 1511.3 (D) Entrepôts frigorifiques,
- 2925 (D) Atelier de charge d'accumulateurs

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification des installations au regard de l'arrêté du 16/07/97 relatif aux installations de réfrigération

employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 4735,

- Vérification des installations au regard de l'arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921,
- Vérification des installations au regard de l'arrêté du 27/03/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
	Nom	
1	limiter les risques de pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2
2	ventilation des salles des machines	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3
3	Etat indiquant la quantité d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7
4	Visite annuelle de l'installation frigorifique	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9
5	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22
6	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
7	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a

	Point de contrôle	Référence réglementaire
N°	Nom	
8	Détection automatique	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article Article 4.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats relevés et détaillés dans la fiche jointe au présent rapport, nous ne proposons pas de suites à monsieur le préfet.

2-4) Fiches de constats

Point de contrôle n° 1 : limiter les risques de pollutions accidentelles,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollutions accidentelles de l'air, des eaux ou des sols. Les locaux abritant l'équipement de production de froid sont conçus de façon que, lors d'un accident, le personnel puisse prendre, en sécurité, les mesures conservatoires destinées à éviter une aggravation du sinistre liée notamment à des effets thermiques, de surpression, des projections ou d'émission de gaz toxique. Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie. Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.</p>
<p>Constats : Les installations sont sur rétentions. Le local est sous détection d'incendie et de fuite d'ammoniac. L'accès est possible seulement aux personnes autorisées (condamnation des accès). L'ensemble des murs et portes sont REI 120. Les commandes de pilotage de l'installation de production de froid sont à l'extérieur du local. Le local est propre et bien entretenu.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 2 : ventilation des salles des machines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3
<p>Prescription contrôlée : Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur. La ventilation des salles des machines est assurée par un dispositif mécanique calculé selon les normes en vigueur, de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et d'une source de chaleur, de façon à ne pas entraîner de risque pour l'environnement et pour la santé humaine. Les moteurs des extracteurs doivent être protégés pour éviter tout risque d'explosion.</p>
<p>Constats : La ventilation est présente et fonctionnelle. Une vérification du fonctionnement est effectuée tous les mois et consignée dans un registre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 3 : Justificatifs des murs de compartimentage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant tient à jour un état informatique de la quantité d'ammoniac présente dans l'installation. L'exploitant n'a pas de stock il a recours à un prestataire pour le rechargement de l'installation. L'état des stocks indique qu'il n'y pas eu de rechargement de l'installation pour 2021 et 2020.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 4 : Visite annuelle de l'installation frigorifique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9
Prescription contrôlée : Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.
Constats : C'est un intervenant extérieur qui est en charge des inspections et travaux des installations frigorifiques (Ste Clauger contrat triennale)
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100% de la capacité du plus grand réservoir 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.
Constats : L'ensembles des produits susceptibles d'avoir un effet sur l'environnement sont sur rétentions et les FDS sont affichées à proximité.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 6 : Surveillance de l'installation,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur :- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;- les dispositions du présent arrêté. En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila est dispensée aux opérateurs concernés. Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a confié à la Ste Odyssée Environnement la conduite de l'installation. L'exploitant nous a fourni les attestations de formation des personnels en interne et externe en capacité d'appréhender le risque de dispersion et de prolifération des légionelles de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 7 : Surveillance de l'installation,

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a
Prescription contrôlée : La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).
Constats : L'exploitant a confié la surveillance des <i>Legionella pneumophila</i> à la Ste Eurofins qui effectue les prélèvements mensuellement. L'exploitant nous a fourni les attestations de formation des personnels. Au regard des résultats de prélèvements sur l'année 2021 l'inspection n'a constaté aucun dépassement de seuil.
Type de suites proposées : Sans suite

Point de contrôle n° 8 : Détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.2
Prescription contrôlée : La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les combles (lorsqu'ils existent), les locaux techniques et les bureaux à moins de 10 mètres des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment sinistré. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie en tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
Constats : La détection d'incendie est présente et fonctionnelle à l'intérieur des cellules et dans les combles. Elle est contrôlée par la Ste Siemens tous les semestres. Le dernier contrôle date du 15 10 2021. Un essai de fonctionnement a été effectué en présence de l'inspection ce jour.
Type de suites proposées : Sans suite